

L'adoption des TIC au Sénégal

De la recherche participative aux politiques publiques au Sénégal

Dans la petite municipalité sénégalaise de Kouthiaba, des douzaines de pasteurs arrivent le dimanche matin pour le marché hebdomadaire. Tous essaient d'attirer les acheteurs vers leur bétail. Et tous également s'échangent des renseignements sur les pâturages, les maladies et autres sujets essentiels. Certains de ces pasteurs ont désormais accès aux nouvelles technologies de l'information et de la communication pour obtenir ces renseignements. C'est la première fois que ces technologies (les TIC) sont utilisées à des fins de ce genre. Le grand objectif est de prouver, surtout aux décideurs, que ces outils modernes peuvent réellement aider à améliorer les conditions de vie et de travail des pasteurs.

Les outils disponibles à ces pasteurs comprennent des téléphones cellulaires et systèmes de positionnement mondial (GPS) qui leur permettent de suivre leurs troupeaux. Dans trois zones d'essais, on a appris aux pasteurs à lire et à préparer des cartes géographiques à l'aide de dispositifs GPS reliés à des satellites.

Plusieurs de ces pasteurs ont un téléphone cellulaire, ce qui leur permet d'échanger plus rapidement l'information et les dote d'un système de pré-alerte en cas de catastrophes imminentes. De plus, certains ont reçu une formation en recherche sur Internet. Un site, construit en juillet 2003 et surnommé « cyberpasteur » contient des cartes illustrant les zones de pâturage occupées, celles qui ont de la verdure, ainsi qu'une évaluation du nombre d'animaux que l'on peut mettre en pâturage sans risque pour l'environnement et ses ressources. On y trouve aussi de l'information sur les méthodes de traitement des maladies animales.

C'est la première fois que l'on utilise cette combinaison de technologies de l'information et de la communication (TIC) en Afrique pour suivre les migrations du bétail. L'objectif principal est de prouver, surtout aux décideurs, que ces outils modernes peuvent vraiment aider à améliorer les conditions de vie et de travail des pasteurs.

Ce projet pilote bénéficie de l'appui du Centre de recherches pour le développement international

(CRDI), par l'entremise de l'initiative de programme ACACIA – Communautés et société de l'information en Afrique.

Risques et influence

Dans les années 1990, le CRDI était l'un des rares organismes d'aide internationale disposés à affecter des fonds à l'établissement des TIC sur le continent africain. Au fil des ans, par l'entremise d'ACACIA, le CRDI a investi plus de 40 millions de CAD dans des projets de recherche, de démonstration et d'évaluation portant sur les principaux aspects des TIC, notamment sur les possibilités qu'elles offrent pour réduire la pauvreté, sur les politiques visant à combler le fossé numérique et sur l'élaboration d'un volet local en matière de contenu et de connaissances (www.idrc.ca/acacia).

Dans nombre de programmes et projets du CRDI, on s'attend à ce que les recherches subventionnées exercent une influence sur les politiques publiques aux niveaux national et local. En 2001, la Section de l'évaluation du Centre a mené une évaluation stratégique afin de savoir si et comment les recherches financées par le CRDI influencent les politiques publiques et les prises de décisions. On a retenu l'initiative de programme ACACIA aux fins de cette évaluation et on a préparé des études de cas sur l'expérience d'ACACIA au Sénégal, au Mozambique, en Afrique du Sud et en Ouganda. Khamathe Sene et Ramata Thioune ont mené l'étude effectuée au Sénégal.



L'expérience sénégalaise

ACACIA a commencé ses activités au Sénégal en 1997, mais l'amorce de ce que l'on pourrait appeler une politique nationale des TIC était apparente dès 1985. À ce moment-là naissait la Société nationale des télécommunications (SONATEL), qui témoignait de la détermination du gouvernement du Sénégal d'accorder la priorité au développement du secteur des télécommunications.

Toutefois, ce n'est qu'en 1996 que le gouvernement émettait sa première déclaration sur une politique de développement des télécommunications. Dans son neuvième plan de développement économique et social, publié en 1997, le gouvernement mettait de l'avant une stratégie visant à raffermir l'accès à l'information et à promouvoir les communications sociales. Le gouvernement y déclarait que les technologies de l'information et de la communication ne pouvaient plus être considérées comme un luxe réservé à l'élite, mais devaient être perçues comme une nécessité absolue pour le développement.

La stratégie n'était toutefois encore rien d'autre qu'une vision de l'avenir. Comme le font remarquer Sene et Thioune dans leur étude, il n'existait pas de stratégie nationale officielle sur l'adoption et l'utilisation des TIC pour résoudre les problèmes de développement économique et social du pays.

Depuis 1997, le contexte national et international a changé considérablement, laissent-ils entendre, compte tenu de la sensibilisation accrue au rôle des TIC dans le développement et du regain d'efforts pour intégrer les TIC dans les principaux chantiers du développement. Le gouvernement a nommé un ministre de la Communication, spécialiste de l'informatique de formation, qui avait établi le Réseau des parlementaires sur les TIC (avec l'aide d'ACACIA) en 1999. Le président du Sénégal était d'avis qu'il fallait réduire le coût des services téléphoniques, et son conseiller en matière de TIC a annoncé que le marché de la téléphonie mobile serait ouvert à un exploitant indépendant. En 2000, le Premier ministre a fait connaître l'intention du gouvernement de recourir aux TIC pour mieux communiquer avec les citoyens, annonçant que l'on accélérerait la mise en place du réseau d'information et de communication de l'administration publique.

La même année, on faisait connaître les grandes caractéristiques d'une politique nationale visant à démocratiser l'accès aux TIC. En 2002, on créait l'Agence de régulation des télécommunications,

instance indépendante de réglementation chargée à la fois de veiller à une concurrence équitable et saine, à l'avantage des consommateurs, des télécommunicateurs et de l'économie sénégalaise en général, et d'accélérer le développement des communications. Le pays dispose désormais d'une infrastructure des télécommunications parmi les plus élaborées de toute l'Afrique.

Aujourd'hui, les 30 subdivisions administratives du Sénégal sont branchées au réseau central par liaison numérique, et tous les centres administratifs ruraux ont accès au téléphone. Le réseau de transmission de données, lancé en 1988, a permis aux entreprises d'avoir accès aux bases de données et de se brancher aux réseaux étrangers. Le pays compte 14 fournisseurs de services Internet, dont 12 établis à Dakar.

Ainsi que le font remarquer les auteurs de l'étude de cas, les TIC occupent une place importante dans le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), rendant compte de la vision du développement préconisée par le gouvernement du Sénégal, qui est chargé notamment du volet TIC du NEPAD.

Mais, ajoutent les auteurs, malgré des indicateurs politiques favorables et une vision assez cohérente du rôle des TIC dans le développement, le Sénégal n'a toujours pas de politique structurée et intégrée en ce qui concerne les TIC. Il met encore l'accent sur une approche sectorielle. En outre, la mise en œuvre de ces politiques sectorielles semble bloquée, même si le secteur de l'éducation marque apparemment des progrès dans l'intégration des TIC au système d'enseignement et si le Plan décennal de l'éducation et de la formation accorde une place importante aux technologies.

Le rôle d'ACACIA au Sénégal

La préparation de la stratégie ACACIA du Sénégal a commencé en 1996 sous l'égide du CRDI et à l'instigation d'Alioune Camara, administrateur de programmes du CRDI à Dakar. Diverses institutions nationales et locales représentant le gouvernement et la société civile de même que des chercheurs et des intervenants du domaine du développement y ont participé. Approuvée par le CRDI en 1997, la stratégie ACACIA du Sénégal avait pour objectif de favoriser la création d'un cadre autonome d'action concertée dans le domaine des TIC, cadre qui donnerait aux pouvoirs politiques une assise solide pour leur politique des TIC.



Au Sénégal, rappelle-t-on dans l'étude, ACACIA souhaitait promouvoir une stratégie nationale d'adoption et d'intégration des TIC pour appuyer le développement. La stratégie ACACIA est ainsi devenue partie intégrante du cadre institutionnel de décentralisation et de responsabilisation des intervenants du développement, dans un contexte où les décisions sur l'adoption des TIC se prenaient de façon désordonnée, sans coordination.

Dès le départ, le thème clé du débat était celui des politiques : réglementation, mesures incitatives, questions relatives à l'accès et rôle du secteur privé. Au niveau de la programmation, l'initiative ACACIA était participative, et sa stratégie comportait deux volets. Tout d'abord, on devait s'efforcer d'influencer les politiques en appuyant la création d'une instance réglementaire et d'un cadre indépendant de coordination des activités TIC. Par ailleurs, à titre de programme de recherche, ACACIA devait viser l'élaboration d'arguments scientifiques utilisables par les responsables de l'élaboration des politiques pour intégrer les TIC plus étroitement dans le tissu économique et social du pays.

Comme le font remarquer les auteurs de l'étude de cas, la stratégie ACACIA reposait essentiellement sur une série de projets expérimentaux. Plusieurs ont été entrepris dans des domaines prioritaires, dont l'éducation, la santé, la gouvernance, la gestion des ressources nationales, l'emploi et l'entrepreneuriat.

Le projet expérimental cyberjeunes

L'un de ces projets était le projet expérimental cyberjeunes mené dans les écoles secondaires du Sénégal. Au fait du peu d'attention accordée aux problèmes de l'environnement et de la santé génésique dans le système scolaire du pays, une organisation non gouvernementale sénégalaise du nom de GEEP avait lancé dans plusieurs écoles des cercles d'éducation à la vie familiale. Éparpillés dans l'ensemble du pays, ces cercles éprouvaient de grands problèmes de communication.

Les auteurs de l'étude de cas mentionnent que, dès le départ, l'intention de ce projet ACACIA était d'influer sur la politique de l'éducation en faisant entrer les TIC dans les écoles. Autre objectif : modifier l'attitude du milieu scolaire envers l'innovation. Selon le chargé de projet, les enseignants qui y ont participé savent maintenant que les TIC peuvent révolutionner l'information et que la connaissance ne se trouve pas que dans les manuels scolaires.

Selon l'étude, les responsables du ministère de l'Éducation nationale s'intéressent de plus en plus aux problèmes touchant à l'adoption des TIC dans les écoles, et ce, en partie grâce à leur sensibilisation au projet. Au ministère, on a remarqué que le projet offre un modèle novateur d'intégration des TIC dans le travail quotidien des enseignants. Il est aussi de plus en plus évident que la qualité de l'enseignement et le rendement scolaire sont meilleurs grâce à l'utilisation des TIC.

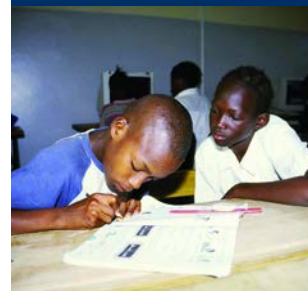
Parce que l'équipe du projet appartenait au système scolaire, ajoute-t-on dans l'étude, et parce qu'elle le connaissait bien et était ouverte à l'innovation, en plus de disposer d'une stratégie d'établissement de partenariats diversifiés, elle a pu parvenir à ces résultats et exercer une influence étonnante sur la politique nationale de l'éducation.

Appui à l'égalité des sexes et à la décentralisation

Dans un autre projet, on a utilisé les TIC pour appuyer l'égalité des sexes au Sénégal en donnant aux femmes les moyens d'exercer des pressions sur les autorités afin de faire modifier le Code de la famille et remplacer la notion de l'autorité parentale par celle de la responsabilité parentale conjointe. Les auteurs de l'étude font remarquer que le projet a jeté les bases d'un débat national sur cette question. On a rédigé un projet de loi qui, s'il est adopté, pourrait aider à corriger les inégalités entre hommes et femmes.

Les TIC ont également servi à informer et à sensibiliser les responsables locaux et le gouvernement au rôle et à l'impact des TIC dans l'engagement du Sénégal envers la décentralisation. Les administrations locales assument de plus en plus de responsabilités, et plusieurs champs de compétence, notamment l'éducation, la santé et la gouvernance, leur ont été transférés.

Par contre, nombre d'obstacles demeurent au transfert des pouvoirs, le moindre n'étant pas le fait que la plupart des lois et règlements sont rédigés dans la langue officielle (le français) alors que la majorité des responsables locaux sont analphabètes, même dans leur propre langue vernaculaire. L'un des objectifs du projet est par conséquent d'établir un résumé des lois et règlements importants régissant la décentralisation, de le traduire dans les langues locales et de l'afficher en ligne.



Constatations

Sa démarche participative a permis à ACACIA d'exercer directement ou indirectement, sur divers plans, une influence sur les politiques publiques du Sénégal, avancent les auteurs de l'étude. Il faut mentionner notamment l'élaboration d'une nouvelle conception de la politique des TIC, dotée d'une vision intégrée et structurée, comme l'illustre entre autres la création de l'Agence de régulation des télécommunications. ACACIA a encouragé cela de façon à parvenir à une plus grande équité sociale par la démocratisation de l'accès aux TIC.

ACACIA a exercé une influence secondaire ou indirecte sur le renforcement des capacités des responsables de l'élaboration des politiques et des intervenants du développement en fournissant une base de données fiables sur des expériences d'utilisation des TIC, afin de créer des conditions propices au partenariat et de favoriser les perspectives d'échange et d'apprentissage.

Dans certains cas, ACACIA a pu susciter des changements dans la façon dont les politiques et programmes sectoriels étaient amenés. Le projet cyberjeunes avait pour objet d'aider les responsables du ministère de l'Éducation à préparer un programme pour l'adoption des TIC dans les écoles. Par suite de la sensibilisation publique provoquée par le projet d'utilisation des TIC à l'appui de l'égalité des sexes, le gouvernement du Sénégal a proposé des mesures législatives afin de modifier le Code de la famille en vue d'une plus grande égalité des sexes. La décentralisation a elle aussi été servie grâce à l'utilisation des TIC, qui a donné accès à l'information sur les politiques. Dans le domaine de la santé, le gouvernement du Sénégal appuie actuellement des projets reposant essentiellement sur l'expérience acquise dans le cadre d'un projet ACACIA sur la télémédecine.

ACACIA, constate-t-on, a également contribué pour beaucoup à sensibiliser davantage les intervenants à l'importance des TIC pour le développement. Nombre d'intervenants ont vu la pertinence de mettre ces technologies au service du développement humain et ont travaillé de concert à renforcer leurs capacités de faire des progrès dans le domaine socioéconomique et sur la scène politique (participation de candidats aux élections municipales et rurales). De plus, les TIC ont élargi les horizons des membres des différents organismes par des échanges d'expériences à l'échelle internationale et leur ont offert de plus grandes possibilités de mener leurs projets à terme avec un appui venant de l'étranger.

En faisant appel à des chercheurs du Sénégal pour certaines études, ACACIA a aussi permis de renforcer les capacités nationales de recherche dans le domaine des TIC et du développement. La dimension sexospécifique n'était pas une des premières priorités d'ACACIA au Sénégal, mais la stratégie ACACIA s'est efforcée de corriger cela en appuyant des projets visant expressément les femmes et en commandant une étude sur les modalités d'intégration de cette dimension dans les projets.

Toutefois, lit-on également dans l'étude de cas, la stratégie ACACIA du Sénégal aurait pu laisser une empreinte plus profonde sur les politiques si elle était devenue une entité nationale autonome susceptible d'attirer d'autres bailleurs de fonds.

Le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) est une société d'État canadienne créée pour aider les pays en développement à trouver des solutions viables aux problèmes sociaux, économiques et environnementaux auxquels ils font face. L'appui du CRDI sert en particulier à consolider la capacité de recherche indigène. Partant du constat que l'influence exercée sur le processus des politiques est un volet important de l'action du CRDI, la Section de l'évaluation a dressé le bilan stratégique de plus de 60 projets répartis dans une vingtaine de pays afin d'examiner dans quelle mesure et selon quelles modalités les travaux financés influent sur les politiques publiques et la prise de décision. Pour plus d'information, consultez www.crdi.ca/evaluation/politique